

Genoway SA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2014)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2014)

Genoway SA
Immeuble Châteaubriand
181, avenue Jean Jaurès
69007 Lyon

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Genoway SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit SA, 20, rue Garibaldi 69451 Lyon Cedex 06
Téléphone: +33 (0)4 78 17 81 78, Fax: +33 (0)4 78 17 81 79, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II.6.2 de l'annexe qui précise qu'un montant de K€ 456 au titre du Crédit d'Impôt Recherche (CIR) de 2012 a été comptabilisé en "Autres produits d'exploitation" dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, du fait de l'inclusion dans le calcul du CIR 2012, après l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, d'un projet de recherche considéré comme éligible au CIR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Par conséquent l'impact favorable de cet écart lié au CIR 2012 est intégré dans le résultat au 31 décembre 2013.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Lyon, le 22 mai 2015

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Elisabeth L'hermite', written over a horizontal line.

Elisabeth L'hermite



genOway

Société anonyme au capital de 897 519,90 €
Siège social : 181/203, avenue Jean Jaurès - 69007 Lyon
422 123 125 RCS Lyon

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2014

TABLE DES MATIERES

I -	<u>COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2014 (EN €)</u>	3
I - 1.	<u>BILAN</u>	3
I - 2.	<u>COMPTE DE RESULTAT</u>	5
I - 3.	<u>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</u>	6
II -	<u>ANNEXES</u>	7
II - 1.	<u>FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</u>	7
II - 2.	<u>INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES</u>	7
II - 3.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF</u>	11
II - 3.1.	<u>ACTIF IMMOBILISE</u>	11
II - 3.2.	<u>AUTRES CREANCES</u>	13
II - 3.3.	<u>CREDIT D'IMPOT</u>	13
II - 4.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF</u>	14
II - 4.1.	<u>COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL</u>	14
II - 4.2.	<u>AUTRES FONDS PROPRES</u>	15
II - 4.3.	<u>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	16
II - 5.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF</u> 17	17
II - 5.1.	<u>ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</u>	17
II - 5.2.	<u>ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES</u>	17
II - 5.3.	<u>CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</u>	18
II - 6.	<u>COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u>	19
II - 6.1.	<u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u>	19
II - 6.2.	<u>AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES</u>	19
II - 7.	<u>ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS</u>	20
II - 7.1.	<u>ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL</u>	20
II - 7.2	<u>COUVERTURE EN DEVISES</u>	20
II.7.3	<u>AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN</u>	20
II.7.4	<u>ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS</u>	20
II.7.5	<u>REMUNERATION DES DIRIGEANTS</u>	21
II.7.6	<u>EFFECTIF</u>	21
II.7.7	<u>DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION</u>	21
II.7.8	<u>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES</u>	21

I - COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2014 (en €)

I - 1. BILAN

BILAN ACTIF

	Brut	Amortiss. & dépréciations	Net au 31/12/2014	Net au 31/12/13
ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. Incorporelles				
Concessions, brevets	2 066 377	1 105 305	961 072	214 246
Fonds commercial	196 950	-	196 950	196 950
Autres immob. Incorp	322 341	322 341	-	-
Immob. Incorp. en cours	-	-	-	-
Immobil. Corporelles				
Inst.techn.mat.et out.indust.	547 708	453 983	93 725	143 245
Autres immobilisations corp.	971 004	669 851	301 153	354 750
Immob. Corp. en cours / av. acptes	-	-	-	-
Immobil. financières				
Autres participations	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	201 219	5 594	195 625	129 441
Total	4 305 599	2 557 074	1 748 525	1 038 632
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
En cours de product. de services	535 283	215 881	319 402	353 915
Créances				
Clients et comptes rattachés	2 226 968	207 221	2 019 747	1 512 349
Fournisseurs débiteurs	34 311	-	34 311	28 520
Personnel	896	-	896	3 278
Impôts sur bénéfices	1 714 880	-	1 714 880	1 510 000
Taxes sur Chiffre d'affaires	184 833	-	184 833	175 715
Autres créances	240 487	-	240 487	308 079
Divers				
Valeurs mobilières de placement	739	-	739	730
Disponibilités	3 814 397	-	3 814 397	4 548 233
Charges constatées d'avance	298 152	-	298 152	267 805
Total	9 050 946	423 102	8 627 844	8 708 624
COMPTES DE REGULARISATION				
Ecarts de conversion actif	74	-	74	-
Total	74	-	74	-
TOTAL ACTIF	13 356 619	2 980 176	10 376 446	9 747 256

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2014	Net au 31/12/13
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	897 520	885 554
Primes d'émission, fusion, app.	18 980 763	18 868 287
Report à nouveau	(15 266 054)	(15 527 089)
Résultat exercice	26 579	261 035
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Total	4 638 808	4 487 787
AUTRES FONDS PROPRES		
Prod. d'émission titr. Participations		
Obligations remboursables en actions	-	-
Avances conditionnées	507 070	507 070
Total	507 070	507 070
PROVISIONS		
Provisions pour risques	118 074	108 000
Provisions pour charges	-	-
Total	118 074	108 000
DETTES		
Découvert, concours bancaires	205 525	6 304
Emprunts et dettes financ. div	-	-
Emprunts groupe et associés	-	-
Dettes fournisseurs/cpts rat.	923 683	630 431
Dettes fiscales et sociales		
Personnel	270 623	230 820
Organismes sociaux	435 485	436 218
Taxes sur chiffre d'affaires	115 835	111 519
Autres dettes fiscales & sociales	17 433	12 511
Dettes/immob.et cptes rattachés	20 758	14 783
Autres dettes	1 776 132	1 803 008
Produits constatés d'avance	1 346 775	1 398 560
Total	5 112 249	4 644 154
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecarts de conversion passif	245	243
Total	245	243
TOTAL PASSIF	10 376 446	9 747 256

I - 2. COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat	du 01/01/14 au 31/12/2014	% C.A.	du 01/01/13 au 31/12/13	% C.A.	Variation % / 31/12/2014 vs 31/12/2013
PRODUITS					
Production vendue	8 058 502	100%	7 697 884	100%	5%
Montant net du chiffre d'affaires	8 058 502	100%	7 697 884	100%	5%
Production stockée	96 907	1%	(518 551)	-7%	-119%
Subventions d'exploitation	-	0%	146 525	2%	-100%
Autres produits	1 701 235	21%	2 301 314	30%	-26%
Total	9 856 644		9 627 172		2%
CHARGES					
Achats de m.p. & aut. approv.	(995 964)	-12%	(1 147 805)	-15%	-13%
Autres achats & charges externes	(3 327 499)	-41%	(3 281 941)	-43%	1%
Impôts, taxes et vers. assimilés	(104 784)	-1%	(158 013)	-2%	-34%
Salaires et traitements	(2 970 262)	-37%	(2 854 299)	-37%	4%
Charges sociales	(1 249 032)	-15%	(1 242 386)	-16%	1%
Amortissements et provisions	(723 739)	-9%	(562 420)	-7%	29%
Autres charges	(233 762)	-3%	(206 681)	-3%	13%
Total	(9 605 042)		(9 453 545)		2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	251 602	3%	173 627	2%	45%
Produits financiers	151 530	2%	210 064	3%	-28%
Charges financières	(243 787)	-3%	(96 234)	-1%	153%
Résultat financier	(92 257)	-1%	113 830	1%	-181%
RESULTAT COURANT	159 345	2%	287 457	4%	-45%
Produits exceptionnels	57 174		58 000	1%	-1%
Charges exceptionnelles	(210 606)	-3%	(104 092)	-1%	102%
Résultat exceptionnel	(153 432)	-2%	(46 092)	-1%	233%
Impôts sur les bénéfices	20 664		19 669	0%	5%
RESULTAT DE L'EXERCICE	26 579	0%	261 035	3%	-90%

I - 3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	du 01/01/14 au 31/12/2014	du 01/01/2013 au 31/12/2013
Résultat net	26 579	261 035
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	789 333	620 420
- Reprise de provisions et dépréciation	(151 423)	(364 591)
Capacité d'autofinancement	664 489	516 864
Dettes fournisseurs	299 226	(644 879)
Dettes fiscales et sociales	48 308	123 261
Autres dettes	26 659	(126 987)
Produits constatés d'avance (hors subventions)	(51 785)	(384 069)
Stock et en-cours	(96 907)	518 551
Créances clients	(551 925)	1 017 868
Autres créances	(87 862)	(168 809)
Charges constatées d'avance	(30 347)	(48 716)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité courante	(444 633)	286 220
Variation des subventions	(19 566)	49 786
Flux net de trésorerie généré par l'activité	200 290	852 870
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 075 556)	(8 590)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(47 658)	(100 409)
Acquisitions d'immobilisations financières	(685 750)	(137 225)
Produits de cessions d'immobilisations	613 971	135 075
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(1 194 993)	(111 149)
Augmentation de capital	10 796	-
Prime d'émission	101 478	-
Augmentation des dettes financières	-	-
Remboursement des dettes financières	-	(32 000)
Abandon de créance sur avances remboursables	-	(144 380)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	112 274	(176 380)
Variation de trésorerie	(882 429)	565 340
<i>Trésorerie Ouverture</i>	4 542 660	3 977 320
<i>Trésorerie Clôture</i>	3 609 611	4 542 660
<i>Variation de trésorerie</i>	-933 049	565 340

II - ANNEXES

II - 1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Plusieurs évènements significatifs sont intervenus durant l'exercice 2014 confirmant la place de leader technologique de genOway.

- En juillet dernier, la société annonçait que 40% du top 20 de l'industrie pharmaceutique lui faisait désormais confiance en signant des contrats-cadres pour accéder à sa plateforme de production, soit deux fois plus qu'il y a deux ans.
- Le même mois, la société concluait la signature d'un accord de distribution lui permettant d'offrir à l'industrie pharmaceutique l'accès aux modèles de KnockOut (KO) conditionnels développés par le Consortium Européen EUCOMM et son successeur EUCOMMTOOLS.
- De manière générale, sur l'exercice, genOway a remporté de nombreux succès commerciaux et s'est introduit sur de nouveaux marchés notamment en signant des contrats avec des sociétés biopharmaceutiques et des centres académiques de renom en Israël et dans certains pays du Golfe pour un montant de plus de 500 000 USD.
- Du point de vue technologique, l'année a été marquée par la signature d'un accord de licence exclusive avec Collectis permettant à genOway de devenir l'unique fournisseur de sa technologie de recombinaison homologue. Cette technologie d'humanisation est une technologie clé et incontournable dans le domaine des rongeurs utilisés à des fins de recherche.

II - 2. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément au Code de Commerce, au décret du 29 novembre 1983, au plan comptable général et aux principes comptables généralement admis :

- - enregistrement au coût historique,
- - permanence des méthodes de présentation et d'évaluation d'un exercice à l'autre,
- - indépendance des exercices,

et dans l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation.

Les méthodes d'évaluation et de présentation sont celles prévues par les textes en vigueur.

Immobilisations

Conformément au règlement CRC 2004-06, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, les règles et méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

- Leurs valeurs brutes correspondent au coût d'acquisition historique.
- Les frais d'acquisition des immobilisations sont enregistrés directement en charges car ils ne représentent pas de montants significatifs.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément au règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, les règles et méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

Le mode d'amortissement pour dépréciation choisi pour les différents postes d'immobilisations est précisé dans le tableau des amortissements ci-dessous.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

Licences et droits similaires	:	1 à 6 ans Linéaire
Logiciels	:	1 an Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	:	5 ans Linéaire
Matériels et outillages industriels neufs	:	5 ans Linéaire
Installations générales et aménagements divers	:	5 à 10 ans Linéaire
Matériel informatique	:	3 ans Linéaire
Mobilier et matériel de bureau	:	5 ans Linéaire
Autres immobilisations corporelles	:	10 ans Linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au prix d'acquisition. Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée, le cas échéant, lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué afin de comparer la valeur nette comptable (VNC) à sa valeur actuelle ou sa valeur recouvrable.

Lorsque la valeur actuelle ou la valeur recouvrable d'un actif devient inférieure à sa VNC, cette dernière est ramenée à sa valeur actuelle ou à sa valeur recouvrable à la clôture de l'exercice par la constatation d'une provision pour dépréciation.

Créances et Dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est effectuée lorsque la créance existe dans les comptes depuis plus de 18 mois.

En cours et résultats sur contrats à long terme

Chaque projet est formalisé par un contrat avec le client et les travaux peuvent être divisés en plusieurs phases. Les contrats s'échelonnent généralement sur plusieurs mois voire années. Leur financement est effectué soit directement par le client, soit par l'intermédiaire d'un consortium dans le cas des contrats de développements.

Les résultats sur ces contrats sont pris en compte à l'achèvement de chaque phase. La constatation de cet achèvement fait l'objet de la remise d'un rapport scientifique au client. Cette méthode permet à la société de facturer chaque phase de manière indépendante et de reconnaître la marge ainsi réalisée. Ceci permet d'obtenir une marge comparable à ce que l'on obtiendrait par la méthode de l'avancement sur la totalité du contrat à long terme.

Les encours de production sont valorisés aux coûts directs de production. Une dépréciation est constituée, le cas échéant, de la différence du coût généré à la clôture et du produit attendu si cette différence est négative.

Les facturations d'acomptes pour des phases totalement ou partiellement inachevées sont inscrites au passif en produits constatés d'avance.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat courant au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées.

Provisions sur litiges

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat au prix moyen pondéré hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Bons de souscription d'actions et valeurs mobilières composées

Ces valeurs sont analysées au paragraphe relatif au capital social.

Indemnités départ à la retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont évalués à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions de la convention collective, des augmentations de salaires jusqu'à la l'âge de la retraite, de la rotation du personnel et des tables de mortalité. Ces montants sont mentionnés en hors-bilan et ne font pas l'objet d'une provision dans les comptes de la société.

CICE

La troisième loi de finances rectificative pour 2012 a instauré un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (*CICE*) au bénéfice des entreprises. Ce crédit d'impôt est de 6 % pour l'année 2014 et est assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2.5 SMIC. Il peut être imputé sur l'impôt dû ou à défaut est remboursable au bout de 3 années.

La société a reconnu ce crédit d'impôt en réduction des charges de personnel au compte de résultat (*compte 649000*). Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, la société a comptabilisé un produit à recevoir de 118.954 € au titre du CICE.

Crédit impôt recherche

La société comptabilise le crédit d'impôt recherche dans le poste « autres produits d'exploitation » au lieu du poste « impôts ». Ce reclassement a pour but d'améliorer la

comparabilité des états financiers de la société avec les sociétés du même secteur d'activité publiant leurs comptes en normes IFRS.

II - 3. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF

II - 3.1. ACTIF IMMOBILISE

VARIATIONS DE L'ACTIF IMMOBILISE

En euros	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2014
Licences	781 191	1 073 556		1 854 747
Logiciels	212 990	2 000	-3 360	211 630
Fond commercial	196 950			196 950
Autres immob. Incorp	322 341			322 341
Immobilisations incorporelles brutes	1 513 472	1 075 556	-3 360	2 585 668
Installations techniques, matériel et outillage indus	572 931	15 493	-40 716	547 708
Installations générales, agencements et aménagem	348 273	25 093	-110 274	263 092
Matériel de bureau et informatique, mobilier	99 363	7 072	-6 174	100 261
Autres immobilisations corp.	607 650			607 650
Immobilisations corporelles brutes	1 628 217	47 658	-157 164	1 518 712
Titres de participations	0			0
Titres immobilisés		50 930		50 930
Prêt au personnel	33 000			33 000
Dépôt de garantie	32 856			32 856
Actions propres	63 586	634 820	-613 971	84 435
Immobilisations financières brutes	129 442	685 750	-613 971	201 219
Total immobilisations brutes	3 271 131	1 808 964	-774 495	4 305 599

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS

En euros	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	31/12/2014
Licences	570 412	324 591	0	895 003
Logiciels	209 523	4 139	-3 360	210 302
Autres immob. Incorp	322 341			322 341
Amortissements & dépréciations immobilisations i	1 102 276	328 730	-3 360	1 427 646
Installations techniques, matériel et outillage	429 685	65 013	-40 715	453 983
Installations générales, agencements et aménagem	301 107	15 619	-110 274	206 452
Matériel de bureau et informatique, mobilier	80 415	9 378	-6 174	83 619
Autres immobilisations corp.	319 016	60 765		379 781
Amortissements immobilisations corporelles brute	1 130 223	150 775	-157 163	1 123 834
Dépréciations immobilisations financières brutes	0	5 594	0	5 594
Total amortissements & dépréciations	2 232 499	485 099	-160 523	2 557 074

Licences et droits similaires

Ce poste comprend les accords de concessions de sous-licences non exclusives de brevet qui sont amortis sur une durée entre 2,5 et 6 ans. Ces licences prévoient également le versement d'une redevance annuelle en fonction des recettes réalisées. Ces redevances sont intégralement passées en charge sur l'exercice au cours duquel elles sont appelées. Ce poste tient compte notamment :

- du contrat de licence STEMCELLS et du contrat de licence avec « MIT Bluebird » acquis en 2012 ;
- de l'acquisition de la licence CELLECTIS du 31 janvier 2014.

Fonds de commerce

Ce poste comprend :

- Le rachat du fonds de commerce de la société Murinus GmbH. Il n'a pas fait l'objet d'une dépréciation dans la mesure où il génère le chiffre d'affaires attendu.
- L'acquisition du fonds de commerce IngenKo. Il n'a pas fait l'objet d'une dépréciation dans la mesure où il génère le chiffre d'affaires attendu.

Autres immobilisations incorporelles

La société a immobilisé les coûts des lignées catalogues correspondants à l'étape de mise en production. Cette période correspond à la phase de développement des lignées jusqu'à la première vente réalisée. Ces coûts sont amortis linéairement sur 5 ans. Les projets pour lesquels le Business Plan ne pourra être respecté ont été dépréciés.

Autres immobilisations corporelles

Il s'agit d'une banque de 15 lignées de cellules souches murines acquises en 2008 à la société ThromboGenics NV et amorties sur une durée de 10 ans.

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours sont nulles à fin 2014.

Actions Propres

La société a signé au cours de l'exercice 2011 un contrat de liquidité avec la société de bourse PORTZAMPARC. Au 31 décembre 2014, la société détient en autocontrôle 39.420 actions propres acquises au prix unitaire moyen de 2,1419 €.

II - 3.2. AUTRES CREANCES

Le poste « Autres créances » du bilan inclut les éléments suivants pour les montants indiqués ci-dessous :

En euros	2013	2014
Subventions à recevoir sur exercices futurs	209 698	209 698
Etat – Produits à recevoir	75 392	0
Organismes sociaux - Produits à recevoir	4 701	3 369
Débiteurs divers	18 288	27 420
Total	308 079	240 487

Le poste « subventions à recevoir » intègre la subvention AD-INNOV pour un montant de 147.915 € restant à recevoir sur le montant initial de la subvention de 211.307 € ainsi que 61.783 € concernant le poste « OSEO-ID DIAB ».

En euros	Solde à recevoir au 31/12/2013	Mouvements de l'exercice	Solde à recevoir au 31/12/2014
OSEO - ITDIAB	61 783		61 783
AD-INNOV	147 915	0	147 915
Total	209 698	0	209 698

II - 3.3. CREDIT D'IMPOT

Le poste crédit d'impôt se détaille de la façon suivante :

En euros	Solde au 31/12/2014
Crédit d'impôt recherche 2014	1 575 262
Crédit d'impôt famille 2014	20 664
CICE 2014	118 954
Total	1 714 880

La société a bénéficié, en octobre 2014, du remboursement du CIR 2013 pour 1.490.331 €.

II - 4. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF

II - 4.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société s'élève à 897.519,90 € et est décomposé en 5.983.466 actions libérées et versées de 0,15 € de nominal. L'année 2014 enregistre une augmentation de capital de 124 442 € se décomposant en 11 966€ de capital dont 1 170€ non versés et 112 476€ de primes d'émission dont 10 998€ non versées via la conversion des BSPCE.

Variation des fonds propres :

Tableau de variation des capitaux propres (en €)	Capital	Primes d'émission	Report à nouveau	Résultat	Total Capitaux Propres	Obligations remb. en actions	Avances conditionnées	Total autres fonds propres	Total capitaux propres et autres fonds propres
Ouverture au 01/01/2013	885 554	18 868 287	-15 174 984	-352 105	4 226 752	0	610 777	610 777	4 837 529
Augmentation de capital					0			0	0
Avances conditionnées					0		-103 707	-103 707	-103 707
ORA					0			0	0
Résultat de l'exercice				261 035	261 035			0	261 035
Affectation résultat			-352 105	352 105	0			0	0
Solde clôture au 31/12/2013	885 554	18 868 287	-15 527 089	261 035	4 487 787	0	507 070	507 070	4 994 857
Ouverture au 01/01/2014	885 554	18 868 287	-15 527 089	261 035	4 487 787	0	507 070	507 070	4 994 857
Augmentation de capital	11 966	112 476			124 442			0	124 442
Avances conditionnées					0			0	0
ORA					0			0	0
Résultat de l'exercice				26 579	26 579			0	26 579
Affectation résultat			261 035	-261 035	0			0	0
Solde clôture au 31/12/2014	897 520	18 980 763	-15 266 054	26 579	4 638 808	0	507 070	507 070	5 145 878

Suivant les résolutions de l'AGE du 8 juin 2009 :

- Le conseil d'administration du 24 juin 2009 a décidé d'attribuer 84 500 BSPCE sur les 220.000 BSPCE émis par l'AGE. Ceux-ci permettront chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 1,56€ jusqu'au 8 juin 2014.

Suivant les résolutions de l'AGM du 7 juin 2010 :

- Le conseil d'administration du 10 juin 2010 a décidé d'attribuer 138 000 BSPCE sur les 220.000 BSPCE émis par l'AGM. Ceux-ci permettront à chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,81€ jusqu'au 7 juin 2015
- Le conseil d'administration du 26 novembre 2010 a décidé d'attribuer 25.000 BSA qui permettront chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,81€ jusqu'au 7 juin 2015.
- Le conseil d'administration du 22 mars 2011 a décidé d'attribuer 30.000 BSPCE sur les 82.000 BSPCE restants émis lors de l'AGM. Ceux-ci permettront à chacune la souscription d'une action de 0,15 € de nominal pour un prix de 2,82 € jusqu'au 7 juin 2016.

Suivant les résolutions de l'AGM du 7 juin 2011 :

- Le conseil d'administration du 20 décembre 2011 a décidé d'attribuer 40 000 BSA sur les 80 000 BSA émis par l'AGM. Ceux-ci permettront à chacun la souscription d'une action de 0,15€ de nominal pour un prix de 2,49€ jusqu'au 7 juin 2016.

En dernier lieu, soulignons que 79.770 BSPCE sur les 83.500 émis ont fait l'objet d'une conversion conformément aux dispositions de l'AGE du 8 juin 2009 en permettant aux bénéficiaires de souscrire pour un prix de 1,56 € l'action avant le 8 juin 2014. Cette opération a conduit la société à procéder à une augmentation libérée et versée de 71.970 actions pour un montant de 112.274 € dont 10.796 € de capital social. Il reste à ce jour 12.168 € à verser par les actionnaires de l'entreprise.

Catégorie de titres	Date d'attribution	Date d'exercice	Date de validité	A l'ouverture	Créés durant l'exercice	Exercés durant l'exercice	Annulés	A la clôture	Valeur de l'exercice
BSPCE 2009	08/06/2009		08/06/2014	83 000		79 770	3 230	-	1,56
BSPCE 2010	10/06/2010		07/06/2015	131 500				131 500	2,81
BSA 2010	26/11/2010		07/06/2015	25 000				25 000	2,81
BSPCE 2011	22/03/2011		07/06/2016	30 000				30 000	2,82
BSA 2011	20/12/2011		07/06/2016	40 000				40 000	2,49
TOTAL				309 500	-	79 770	3 230	226 500	

II - 4.2. AUTRES FONDS PROPRES

Les autres fonds propres (507.070 €) sont composés des 507.070 € d'avances remboursables IT DIAB obtenues dans le cadre d'un financement OSEO. L'objectif du consortium est de développer des solutions technologiques dans le domaine des maladies vasculaires et métaboliques.

Echéance de remboursement des avances remboursables :

En euros	Solde au 31/12/2013	Mouvements de l'exercice	Solde au 31/12/2014	A moins d'un an	A plus d'un an
OSEO - IT DIAB	507 070	-	507 070	-	507 070
Total	507 070	-	507 070	-	507 070

Les postes suivants du bilan incluent des charges à payer pour les montants indiqués :

En euros	31/12/2013	31/12/2014
Avoir à établir	10 354	37 012
Emprunts et dettes financières	1 252	895
Fournisseurs et comptes rattachés	224 632	944 441
Dettes fiscales et sociales	429 997	839 376
Total	666 235	1 821 724

Les « Autres Dettes » se décomposent de la façon suivante :

En euros	31/12/2013	31/12/2014
Subventions encaissées	218 513	198 947
Clients avoirs à établir & clients créditeurs	10 354	37 732
Clients avances et acomptes	1 573 308	1 539 453
Charges à payer	833	0
Total	1 803 008	1 776 132

II - 4.3. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le poste « produits constatés d'avance » se détaille de la façon suivante :

<u>En euros</u>	<u>31/12/2013</u>	<u>31/12/2014</u>
Contrats de services	1 282 560	1 230 775
Contrats de développements	116 000	116 000
Total	1 398 560	1 346 775

La variation des produits constatés d'avance s'explique notamment par la finalisation de plusieurs phases de projets. En effet, dès la signature des contrats de développements, les montants prévus dans ces contrats, considérés comme des revenus futurs certains, sont comptabilisés jusqu'à leur encaissement en autres créances en contrepartie du compte de produits constatés d'avance. Lorsque la société a terminé une phase de travaux, le compte de produits constatés d'avance diminue du montant reconnu en chiffre d'affaires ou autres produits.

En ce qui concerne les contrats de service, la société facture 100% de la prestation (*pour un laboratoire pharmaceutique*) ou 50% (*pour un laboratoire académique*) en début de phase. Les factures émises sont donc comptabilisées à la clôture en produits constatés d'avance dans l'attente de la réalisation des prestations.

II - 5. COMPLEMENTS D'INFORMATION SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF

II - 5.1. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En euros	31/12/2013	Dotations	Reprises	31/12/2014
Provisions pour risques et charges	108 000	60 074	-50 000	118 074
Dépréciation sur stocks et en cours	84 461	188 977	-57 557	215 881
Dépréciation sur comptes clients	195 829	55 258	-43 866	207 221
Dépréciation sur actions propres		5 594		5 594
Dépréciations	280 290	249 829	-101 423	428 696
Total	388 290	309 903	-151 423	546 770

Les provisions pour risques et charges sont constituées de provisions pour litiges. Les provisions et dépréciations sont calculées conformément aux règles indiquées dans le paragraphe II-2 « En cours et résultats sur contrats à long terme » et « provisions sur litiges ». Il s'agit des dépréciations sur les encours et créances clients.

II - 5.2. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances

En euros	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	201 219		201 219
Clients douteux ou litigieux	216 562		216 562
Autres créances clients	2 010 406	2 010 406	
Fournisseurs débiteurs	34 311	34 311	
Personnel & Acompte	896	896	
Etats et autres collectivités locales	1 899 713	1 899 713	
Autres créances	240 487	240 487	
Charges constatées d'avances	298 152	298 152	
Total	4 901 746	4 483 965	417 781

Etat des dettes

<u>En euros</u>	<u>Montant brut</u>	<u>A moins d'un an</u>	<u>A plus d'un an</u>
Dettes financières diverses	205 525	205 525	
Fournisseurs et comptes rattachés	923 683	923 683	
Personnel et comptes rattachés	270 623	270 623	
Sécurité sociale et organismes sociaux	435 485	435 485	
Impôts, taxes et assimilés	133 268	133 268	
Dettes/immob.et comptes rattachés	20 758	20 758	
Autres dettes	1 776 132	1 776 132	
Produits constatés d'avance	1 346 775	1 346 775	
Total	5 112 249	5 112 249	0

II - 5.3. CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les charges et produits constatés d'avance sont tous liés à l'exploitation.

II - 6. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

II - 6.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'établit sur l'exercice à 8.058.502 € contre 7.697.884 € sur l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est constitué :

- des produits sur les contrats clients et les contrats de développements pour lesquels il est constaté au fur et à mesure de la réalisation des travaux prévus par ces contrats,
- des droits d'entrée pour l'utilisation à tarif préférentiel des modèles propriétaires qui feront l'objet d'une commercialisation future, et des revenus de mise à disposition de modèles.

La ventilation du chiffre d'affaires peut être présentée comme suit :

	31/12/2013	31/12/2014
France	8%	7%
Europe	37%	43%
Amérique du Nord	52%	45%
Autres	4%	5%
Total	100%	100%

II - 6.2. AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

AUTRES PRODUITS

En euros	31/12/2013	31/12/2014
Reprise dépréciation des en cours de production	156 441	57 557
Reprise dépréciation des créances douteuses	146 927	43 866
Transfert de charges d'exploitation	-3 106	24 529
Produits divers de gestion courante	54 544	21
Crédit Impôt Recherche	1 946 508	1 575 262
Total	2 301 314	1 701 235

Soulignons, pour la bonne lecture des comptes, que le crédit d'impôt recherche 2013 intégrait une régularisation au titre du CIR 2012 pour un montant de 456 177€.

AUTRES CHARGES

En euros	31/12/2013	31/12/2014
Redevances	169 839	198 158
Autres	36 842	35 604
Total	206 681	233 762

Les variations concernant ce poste proviennent essentiellement des éléments suivants :

- Les redevances ;
- Les jetons de présence des membres du Conseil d'Administration ;
- La constatation de créances irrécouvrables.

II - 7. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

II - 7.1. ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

La société n'a pas d'engagements de crédit bail au 31 décembre 2014.

II - 7.2 COUVERTURE EN DEVISES

Note sur les engagements de couverture

Au 31 décembre 2014, la société a souscrit à différents contrats de couverture pour se prémunir du risque de change Euro / Dollar.

Tunnels progressifs :

La société dispose au 31 décembre 2014 d'un contrat de couverture de type "tunnel progressif" à échéance 2016 avec un taux de couverture de 1,3250.

Aucun droit n'a été accumulé au 31 décembre 2014. Ce contrat a été annulé le 2 janvier 2015.

Ventes à terme :

La société dispose au 31 décembre 2014 de ventes à terme à hauteur de 500 000 dollars au taux d'exercice de 1,2425, réparties en 5 échéances sur une période allant de janvier à mai 2015.

II.7.3 AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Engagements pris en matière de pensions, compléments de retraites et indemnités assimilées :

Les engagements de départ à la retraite sont calculés selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge de départ, de la mortalité et de l'ancienneté du personnel, ainsi que de coefficients de rotation. Le montant des droits estimés au jour du départ en retraite est actualisé au taux de 0,86 %, et proratisé selon l'ancienneté acquise au jour de l'évaluation par rapport à l'ancienneté totale au jour du départ en retraite. Il intègre les charges sociales à hauteur de 45 %.

Le montant estimé de l'engagement s'élève à 411.115 € au 31 décembre 2014.

II.7.4 ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Le montant des déficits reportables à la clôture de l'exercice 2014 s'élève à 26.092K€ . Ces déficits sont indéfiniment reportables.

II.7.5 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction n'est pas communiqué car l'information conduirait à donner une rémunération individuelle.

II.7.6 EFFECTIF

L'effectif moyen est de 87 personnes sur la période : 39 cadres et 48 non cadres.

II.7.7 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	1.034
Cumul n'ayant pas fait l'objet d'une demande des salariés	6.280

II.7.8 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ET TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu à notre connaissance d'évènements postérieurs à la clôture ayant un impact sur les comptes au 31.12.2014 ou ayant un impact sur la continuité d'exploitation. Aucune transaction visée par la nouvelle réglementation en vigueur (*décret n°2009-267 du 9 mars 2009*) n'a été identifiée.